



AVIS DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL

Date : 06 Avril 2022

Pays : Côte d'Ivoire

Description de la mission : RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) NATIONAL (E) POUR L'EVALUATION DU FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT (DFA).

Nom du projet : CIV10 00101217 : « PLANIFICATION STRATEGIQUE DEVELOPPEMENT »

Durée de la mission/services : Vingt et un (21) jours

L'offre doit être soumise à l'adresse suivante :

**Programme des Nations Unies pour le Développement
01 BP 1747 ABIDJAN 01
ANGLE AVENUE MARCHAND RUE GOURGAS
PLATEAU EN FACE DE LA RADIO**

ou par courrier électronique à l'adresse procurement.offers.ci@undp.org au plus tard le

13 Avril 2022 à 17H00

Toute demande d'éclaircissements doit être envoyée par courrier électronique à l'adresse indiquée ci-dessus. Le service des Achats répondra par courrier électronique, et enverra à tous les soumissionnaires les copies des réponses écrites avec toutes les clarifications nécessaires, sans mentionner l'auteur de la question.

TERMES DE RÉFÉRENCE

[Consultant national – Côte d'Ivoire DFA]

Lieu:	Côte d'Ivoire
Date limite d'inscription:	N/A
Type of Contrat:	Contrat Individuel
Niveau de poste:	Consultant national
Langues requises:	Français
Durée du contrat initial:	10 avril au 30 avril - (21 jours)

CONTEXTE ET BACKGROUND

La Côte d'Ivoire déroule depuis 2017 sa feuille de route en faveur des ODD en s'appuyant sur la méthodologie MAPS (Mainstreaming, Acceleration, Policy, Support) développée par les Nations Unies. Cet exercice a permis de mesurer le degré d'alignement du PND 2016-2020 et des politiques sectorielles sur les ODD ; ainsi, sur la base des 105 cibles des ODD (compte non tenu des 64 cibles relatives aux moyens de mise en œuvre), ce degré d'alignement a été estimé à 83% : 5% d'alignement total et 78% d'alignement partiel.

La Côte d'Ivoire a confirmé à son engagement à participer à la phase pilote du CNIF/INFF dont l'opérationnalisation pourrait tirer profit de la revue conduite en mars 2016 sur le même sujet¹ avec l'appui du PNUD. Cette revue avait été menée en s'appuyant sur les principes du DFA (Development Finance Assessment), outil développé par le PNUD et amélioré dans le cadre de l'opérationnalisation du CNIF/INFF. Un rapport diagnostic et un plan d'actions ont été préparés à la suite de cette mission. La section de la revue traitant du financement avait accordé une certaine importance à l'APD, la coordination de l'aide et la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA). Même si l'APD va continuer à être une source importante de financement du développement durable, il serait important, lors de la phase pilote du CNIF/INFF, d'accorder une attention particulière à la mobilisation des ressources internes et à la contribution du secteur privé aux ODD (développement par les entreprises privées de stratégies ODD et de modèles d'affaires conformes aux principes du « SDG Impact », PPP en faveur des ODD...).

L'évaluation du financement du développement (Development finance Assessment – DFA – en anglais) est un exercice particulièrement précieux pour mesurer les flux actuels de financements internes (fiscalité, investissement privé, etc.) et externes (transfert de la diaspora, aide au développement, investissement direct étranger, capital investissement, etc.) de l'économie, le potentiel réel d'élargissement et d'approfondissement des sources de financement du développement et surtout pour définir les réformes indispensables à mettre en œuvre pour non seulement exploiter le potentiel disponible, mais aussi pour mieux utiliser les ressources existantes et assurer leur affectation aux priorités nationales de développement.

Le renforcement des processus de planification du développement et l'établissement de cadres de financement holistique sont essentiels à l'effort de mobilisation stratégique et d'exploitation de ressources diverses pour atteindre les résultats du développement tels que préconisait par l'Agenda d'action d'Addis-Abeba. C'est pourquoi, l'UNCT, à travers le PNUD, envisage d'appuyer le gouvernement à réaliser l'évaluation du financement du développement (DFA), un exercice qui examinera les liens entre les priorités financières et les priorités nationales de développement. En particulier, l'évaluation aidera à fournir des recommandations pour l'établissement d'un cadre de financement national intégré.

¹ République de Côte d'Ivoire : « Analyse Bilancielle du Cadre de Planification Stratégique et de Financement du Développement », PNUD, mars 2016.

OBJECTIFS :

Cette mission a pour principal objectif, d'une part, (i) de procéder au recueil de données sur les flux financiers soutenant le développement de la Côte d'Ivoire, aussi bien domestiques qu'internationaux, publics que privés et, d'autre part, (ii) de déterminer, à travers les échanges avec les principaux acteurs (publics et privés), les principaux goulots d'étranglement du cadre de financement du développement national, les défis et de définir les recommandations pouvant permettre d'y remédier. Enfin, il s'agira aussi (iii) de formuler des propositions pour élargir les bases du financement du développement de la Côte d'Ivoire y compris les financements innovants auxquels la CI est éligible et non sollicités à ce jour pour diverses raisons.

Les données et informations déjà recueillies dans le cadre de la formulation du PND et du Plan National de Réponse au COVID-19, etc. serviront de base pour compléter l'analyse.

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS**Résultats attendus et Livrables**

Sous la responsabilité générale du Conseiller Economique du PNUD et de l'Economiste du Bureau du Coordonnateur Résident, le consultant travaillera en étroite collaboration avec les Services de la Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide (DGSCA), du Ministère du Plan et du Développement. Il aura les responsabilités suivantes :

1. Entreprendre des recherches sur les flux financiers, spécifiquement sur Le financement public – domestique (Recettes fiscales, recettes non fiscales, Autres revenus) et international (Aide publique au développement, Fonds concessionnels mondiaux, Autres flux officiels, ONG internationales) mais aussi le financement privé domestique (Emprunt du gouvernement, Investissements du secteur privé et crédit, Fonds de capital-risque, le secteur bancaire, mutualiste et microcrédit) et international (Investissement direct étranger, Partenariats public-Privé, Envois de fonds de la diaspora, Flux financiers illicites).
2. Évaluer le cadre national de financement intégré (CNFI) en Côte d'Ivoire, y compris la cohérence des politiques et le leadership dans la mise en œuvre et la localisation des objectifs de développement durable. Il examinera le Cadre institutionnel de pilotage du développement.
3. Analyser les politiques de financement opérationnel (et les Flux financiers) pour l'atteinte des ODD.
4. Etablir la cartographie exhaustive et faire une analyse des financements innovants dont la CI a déjà bénéficié et ceux auxquels elle est éligible, identifier les conditions d'accès à ces financements et proposer à partir des contraintes et insuffisances un mécanisme de suivi de ces financements depuis le début du processus jusqu'à la décision.
5. Rédiger des recommandations avec des activités spécifiques pour élargir, diversifier et renforcer la coordination et les stratégies du financement pour le développement impliquant des acteurs multisectoriels.

Livrables et conditions de paiement / calendrier du consultant – DFA

Livrables / Produits	Dates d'échéance cibles	Montant
Rapport provisoire DFA selon la structure standard du DFA Guide méthodologique	10 avril 2022	60% de la valeur du contrat
Rapport final DFA de 80 pages maximum, plus annexes	30 avril 2022	40% de la valeur du contrat

Qualifications:

Education:

- Une maîtrise en administration publique, relations internationales, économie et sciences sociales au d'autres domaines connexes

Experience:

- Au moins 7 années d'expérience professionnelle avec une indépendance croissante au sein d'une organisation internationale ;
- Expérience dans les domaines des finances publiques, de la révision des budgets, des dépenses publiques, du financement du développement, des investissements privés et / ou des instruments financiers innovants ;
- Compréhension démontrée des questions de politique de fond dans le domaine du financement du développement, des finances publiques ou de la coopération économique et du développement ;
- Connaissance spécialisée des problèmes de développement, en particulier des problèmes de coopération économique et de développement, des problèmes de financement du développement et des domaines connexes dans les pays en développement du monde et en particulier dans les régions africaines et / ou arabe ;
- Expérience de la réalisation d'examens et d'analyses dans des domaines connexes et de la production de rapports d'examens de grande qualité et d'une excellente connaissance des outils de collecte, d'analyse et de statistiques des données ;
- Des compétences quantitatives et économétriques avancées et une expérience des outils d'analyse de données connexes constituent un avantage.

Langue:

- Excellentes compétences écrites et orales en anglais et en français.
- Une bonne connaissance pratique d'une autre langue officielle de l'ONU est un avantage.

Compétences techniques:

- Excellent sens d'orientation client et des compétences interpersonnelles et capable de communiquer efficacement à tous les niveaux de l'organisation ;
- Capable de travailler dans un environnement soumis à des pressions extrêmes avec des délais extrêmes, en gérant de nombreuses tâches simultanément ;
- Capacité à gérer la complexité et à gérer les problèmes confidentiels et sensibles de manière responsable et mature ;
- Aptitudes analytiques impeccables et capacité de rechercher, d'analyser et de bien rédiger et de présenter de manière convaincante ;
- Exerce le plus haut niveau de responsabilité ;

- Excellent joueur d'équipe, projetant une image positive et prêt à assumer un large éventail de tâches afin de créer un environnement favorable, en se concentrant sur les résultats obtenus pour le client et en répondant positivement aux commentaires ;
- Partage volontaire des connaissances et de l'expérience et contribution aux domaines de pratique du PNUD (par exemple, connaissances documentées, initiatives de création d'une communauté de pratiques) ; et
- Compréhension du système, des opérations et des structures des Nations Unies - cela implique de faire preuve d'une conscience politique vive, notamment en ce qui concerne les principes d'efficacité et de transparence du développement.

Compétences d'entreprise:

- Faire preuve d'intégrité et d'équité en présentant les valeurs et les normes éthiques de l'ONU / PNUD ;
- Faire la promotion de la vision, de la mission et des objectifs stratégiques de l'ONU / PNUD ;
- Faire preuve de sensibilité et de faculté d'adaptation aux différences culturelles, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge.

Durée du travail

Le consultant travaillera pendant 21 jours. Il y a une possibilité d'extension du contrat.

Lieu d'affectation

Cette mission est basée à Abidjan. Le PNUD couvrira les frais de voyage du consultant et les arrangements de voyage seront pris conformément aux règles et règlements du PNUD.

DOCUMENTS A INCLURE LORS DE LA SOUMISSION DE L'OFFRE

Les Consultants intéressés doivent soumettre les documents et renseignements suivants pour prouver leurs qualifications :

1. Offre :

- (i) Expliquer pourquoi ils sont les mieux qualifiés pour ce travail.
- (ii) Fournir une brève méthodologie de la manière dont ils approcheront et effectueront le travail.

2. Offre financière

3. CV personnel, en y incluant l'expérience acquise dans des projets similaires et au moins 3 références (numéro de téléphones et email à préciser).

8. OFFRE FINANCIÈRE

- **Contrat forfaitaire**

L'offre financière doit indiquer le montant total du forfait, ainsi que les modalités de paiement précises et mesurables (quantitativement et qualitativement) relatives aux résultats concrets (à savoir, si les paiements doivent être échelonnés ou versés en totalité à la fin du contrat). Les paiements sont fonction du résultat, c'est-à-dire, à la livraison des services spécifiés dans les termes de référence. En vue d'assister le service demandeur dans la comparaison des offres financières, le montant forfaitaire de chacune de ces dernières sera détaillé (y compris, les voyages, les indemnités journalières et le nombre de jours de travail prévus.)

Voyage :

Tous les frais de voyage envisagés devront être inclus dans l'offre financière. Ils comprennent tous les déplacements pour rejoindre le lieu d'affectation ou le voyage de rapatriement. En général, le PNUD n'accepte pas des frais de voyage supérieurs au prix d'un billet en classe économique. Si le consultant individuel souhaite voyager en classe supérieure, il ou elle devra le faire en utilisant ses propres ressources. En cas de voyage imprévu, les frais de voyage, y compris les billets, les frais d'hébergement et les faux frais au départ et à l'arrivée, doivent être convenus, entre le service commercial et le consultant individuel concernés, avant le voyage, et seront remboursés.

9. VALUATION

Les consultants individuels seront évalués comme suit :

Analyse cumulative

Critère	Coefficient	Point Max.
<u>Offre technique</u>	70%	
• Qualification et expérience		40
• Plan de travail		10
• Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR		50
<u>Offre financière</u>	30%	

En utilisant cette méthode d'évaluation pondérée, un contrat sera attribué au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme étant, à la fois :

- a) Efficace/conforme/acceptable, et
- b) Comme ayant reçu le score le plus élevé, déterminé à partir d'un ensemble prédéfini de critères techniques et financiers pondérés, spécifiques à la demande.
* Poids des critères techniques : 70%
* Poids des critères financiers : 30%

Seuls les candidats qui obtiennent un minimum de 70 points sur un total de 100 points seront pris en compte pour l'évaluation financière

Annexes

Annexe 1- TERMES DE RÉFÉRENCE

Annexe 2- CONDITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX CONSULTANTS INDIVIDUELS.

Annexe 3 - LETTRE DE SOUMISSION AU PNUD CONFIRMANT L'INTERET ET LA DISPONIBILITE DU PRESTATAIRE INDIVIDUEL (IC)